CARREFOUR D'ANIMATION ET DE PARTICIPATION À UN MONDE OUVERT
CAPMO
435 Du Roi, Québec, QC G1K 2X1
418-525-6187 poste 221 / carrefour@capmo.org

ÇA ROULE AU CAPMO
www.capmo.org
Avril 2024
Vol. 25, n° 7

En quête d'espérance

Partout dans le monde, les progressistes qui échappent encore au cynisme et veulent demeurer aimants dans leur agir, sont en quête d'espérance devant l'amoncellement des problèmes auxquels l'humanité est confrontée. Certains nous parlent de leurs années d'engagement jusqu'au dernier souffle, comme vient de le faire notre ami Jacques Archibald, l'un des fondateurs du CAPMO, en publiant une biographie intitulée « l'Université de la vie ».

D'autres proposent des ateliers de vision du futur pour anticiper le monde de demain en nous redonnant un certain contrôle comme la Collectivité ZéN de Québec et le Front commun pour la transition énergétique, tout en travaillant à une multitude de microprojets pour rendre nos villes et nos villages plus conviviaux. À l'encontre des lois du marché, ils veulent voir advenir une société à échelle humaine.

D'autres encore, comme c'est le cas de Pierre Racicot et de Daniel Guay, proposent un véritable plan d'action pour le Québec et le monde, présenté dans les pages qui suivent sous le titre: « Refus global du statu quo. » Comme vous le verrez, le chantier proposé est immense et à de quoi nous occuper pour les prochaines décennies tout en demeurant lucide sur les enjeux de survie de l'humanité.

La plupart affirment que l'espérance, ils l'ont trouvée dans la rencontre des autres, dans leurs luttes pour le changement social et la solidarité humaine. Mais aussi, ils ont retenus des générations passées, condamnées à la misère et à la pauvreté, leur ténacité devant l'adversité. Peu importe ce qui arrivait, dans les peines et les deuils, ils continuaient à avancer le cœur vaillant.

Pour atteindre ce niveau d'engagement qui devient aussi la question du sens que nous donnons à notre vie, il faut se libérer de nos prisons mentales inculquées par l'individualisme et la société de consommation pour nous élever au-delà de nos intérêts personnels et de nos raisonnements à courte vue. Parmi les nombreux pièges où nous sommes tombés, car ceux qui dominent le monde cherchent toujours à nous diviser, je remarque la boite de Pandore des médias sociaux où l'on met sa vie en scène pour recueillir des « suiveux » et se faire des amis, évidemment pas ceux qui viendront vous aider lorsque vous en aurez besoin. Dans ce palmarès, on aperçoit aussi l'égocentrisme et la fermeture d'esprit, le manque de compassion et l'avidité, l'envie et la jalousie, le dénigrement et la médisance, la peur de vivre et de mourir, la peur du manque surtout, l'oubli de transcender son existence par l'instauration d'un nouveau rapport à soi et aux autres, l'hyper sensibilité centrée sur soi, la recherche de boucs émissaires et l'esprit de domination, etc. Un beau programme pour ceux et celles qui cherchent à vivre dans l'espérance.

Yves Carrier

Dans ce numéro :

Refus global du statu quo	**2-7**
Le cadeau d'adieu de Joe Biden	**8-11**
Des nouvelles du CAPMO	**12**

Refus global du statu quo : avoir le courage politique de provoquer des changements de société

Essai pour une conversation urgente sur un projet de société du Québec et dans le monde

Par Daniel Guay et Pierre Racicot, Villes et régions innovantes (VRIC) 15 février 2024

Dans l'esprit du Refus global de 1948, charge puissante contre l'obscurantisme de la société québécoise causée par l'Église catholique et l'autoritarisme politique conservateurs, cet essai vise à refuser de fermer les yeux tant sur les vices de notre démocratie, que sur les choix politiques, de même que de questionner le système actuel et nos modes de vie qui détruisent la planète et l'humanité. Parce que nous sommes libres de choisir notre avenir... pourquoi ne pas susciter la création d'un mouvement social, culturel, économique et politique pour l'avenir du Québec et de la planète Terre au profit du bien commun, de la préservation de l'humanité et des générations actuelles et futures? La liberté de choisir notre avenir collectif doit nous permettre de sortir des carcans actuels pour bâtir le Québec de demain. Pour ce faire, cet essai pourrait servir de base à une conversation et à des mesures afin de susciter et soutenir la mobilisation des citoyens et citoyennes sur laquelle nous pourrons construire, ensemble, un projet de société.

Est-ce un tel avenir que nous voulons pour nos enfants ? La planète survivra, mais pas l'HUMANITÉ !

Pour conserver et refaire la beauté du monde.

Des gouvernements prisonniers d'un modèle économique et d'une politique mondiale de développement non durable :

• Un modèle économique et une politique mondiale qui dominent les États. Des milliardaires et des grandes entreprises et organisations mondiales qui orientent leurs ressources vers les pays où la fiscalité est la plus avantageuse, forçant les nations à choisir une politique économique conforme à ses exigences faisant fi de leurs politiques publiques et de leur espace démocratique. Un système économique qui produit les inégalités et la pauvreté. "...l'accroissement de ces inégalités va de pair avec le système économique actuel, où les détenteurs du capital se trouvent dans une concurrence qui leur impose de réduire les coûts au maximum (Harvey L. Mead, Commissaire au développement durable du Québec (2007-2008).

• Un système qui extrait sans limites les métaux et les combustibles fossiles et qui réalise une production de masse des biens. Une activité humaine qui produit 10 milliards de tonnes de CO2/an. Des impacts majeurs sur les océans et les forêts qui ont atteint un point de saturation quant à la captation du CO2.

• Un modèle où il n'y a aucune limite à la rareté des ressources naturelles limitées et qui provoque une croissance des monopoles à l'échelle internationale. Une accélération de la concentration de la richesse qui s'opère au profit des grandes entreprises. Des impacts sur le niveau de vie de la société et sur les changements climatiques. Une croissance générant l'accélération de l'effondrement de l'économie et de l'organisation des collectivités humaines.

• Un modèle qui mesure les richesses d'un pays sur l'indicateur économique PIB, c'est-à-dire qui inclut les industries de guerre, mais exclut les coûts des dommages causés aux humains et à la nature par la civilisation industrielle. Or, « Le Produit intérieur brut mesure tout sauf ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue. Il ne tient pas compte de la santé de nos enfants, de la qualité de leur instruction, de la beauté de notre poésie, de la qualité de nos débats politiques... ». Robert F. Kennedy, 1968.

Des gouvernements incapables de gérer les crises et les sorties de crise sans faux espoirs :

• Une raréfaction des métaux comme le plomb, l'or, le zinc, l'argent, le nickel, le cuivre, le fer, la bauxite, la potasse, le graphite le phosphate et le lithium. Voilà ce à quoi l'humanité sera confrontée au cours des prochaines décennies : hausse des niveaux de la mer, fonte des calottes glaciaires, dégel du pergélisol, destruction des forêts, destruction de barrières de corail, inondations, sécheresses, pénuries alimentaires, conditions météorologiques extrêmes, catastrophes naturelles, récoltes dévastées, récession colossale, appauvrissement des populations, diminution de l'espérance de vie, augmentation de la mortalité infantile, dérive démocratique, crises de santé publique, pandémies mondiales, crise du logement, crise alimentaire, militarisation pour l'accès aux ressources limitées, migration massive, saturation de la capacité des forêts et des océans à absorber le carbone, GES en augmentation dû notamment à l'extraction des ressources et à la transformation des matériaux, des combustibles et des denrées alimentaires, et sociétés pétrolières responsables des catastrophes climatiques.

• Un système économique qui s'effondre graduellement en continuant de détruire la planète due au modèle économique, à l'activité humaine et aux décisions de ses dirigeants. Un système de santé non prédictif, non préventif, non personnalisé et non participatif. Un système d'éducation qui n'intègre pas le développement vraiment durable et l'urgence climatique. Notre système culturel est dominé par de grandes entreprises américaines qui nous inculquent leurs valeurs. Des régimes politiques s'inspirent de plus en plus de modèle autoritaire comme la Chine et la Russie.

Pour conserver et refaire la beauté du monde

Prendre soin de la nature et des humains, c'est garantir une bonne santé à l'humanité. Le nouveau modèle québécois doit être contraint à respecter les lois de la nature et le partage des richesses grâce à des lois et des règlementations tant aux plans local, régional, national que mondial. Nous devons faire de la nature un véritable allié des humains dans la lutte aux changements climatiques. Nous devons passer de la loi du marché à une loi de respect de la nature et des humains. Un nouveau contrat social, économique et environnemental, s'avère donc nécessaire.

Construire une civilisation écologique et démocratique

La situation actuelle nécessite de sortir de la civilisation industrielle en construisant une civilisation écologique et démocratique.

Notre monde appartient à tous, aucun gouvernement, ni institution, ne peuvent se prévaloir de l'autorité sans la volonté démocratique de tous les citoyens. Nous devons restaurer les États comme garant des objectifs sociaux, économiques, écologiques et démocratiques et de la révision des traités internationaux.

Également, nous devons permettre au Québec, libre de ses choix, en alliances avec les autres pays du monde, de rendre la nature aussi importante que l'humain dans l'amélioration du climat et valoriser la contribution des citoyens et des scientifiques afin qu'ils trouvent les solutions aux problèmes qu'ils ont eux-mêmes causés à la planète. De toute urgence, nous devons établir des ententes de partenariat avec les pays qui développent l'économie circulaire.

Le Québec doit initier la création de l'Organisation mondiale du développement de l'économie circulaire afin d'assurer l'interdépendance des peuples aux fins de la préservation de la santé et du bien-être de la planète et de l'humanité.

Il importe de positionner cette organisation mondiale dans l'ONU et de développer un système de régulation des interactions qui dépasse l'action des États. Pour ce faire, il faut :

- Définir les problèmes et les objectifs pour envisager le type de structures et d'institutions susceptibles d'engager des actions vigoureuses pour régler les problèmes.
- Définir les objectifs à travers une Constitution mondiale et définir les marches à suivre pour les réaliser.
- Définir une charte des responsabilités humaines servant de fil conducteur pour faire face aux défis du 21e siècle en déterminant un nouveau pacte social à travers une éthique universelle, fondée sur le principe de la responsabilité. Cette charte complètera la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Charte des Nations Unies.

Toutefois, c'est au plan local, de la ville/MRC et de la région, que peut se développer le terreau d'une nouvelle conscience, d'une citoyenneté mondiale, avec le développement sur son territoire de nouvelles relations entre les acteurs du développement des collectivités. Ces valeurs communes seront notre pierre d'assise : création, concertation, partenariat, respect, écoute, inclusion, égalité des chances et homme-femme, solidarité, société juste et équitable, transparence, ouverture, terre d'accueil, liberté, paix, démocratie, droit de parole, de vote et liberté de presse.

Ébauche d'un plan de match au Québec pour prendre soin de nous et des générations futures

Assurer un meilleur équilibre entre nos libertés et nos devoirs en développement durable

Bâtir ensemble notre constitution québécoise, notre charte québécoise des droits, des libertés individuelles et des devoirs collectifs pour le bien commun, la liberté de presse et la préservation de la nature (ex.: le vivre-ensemble, l'équité, l'égalité hommes-femmes sur la base d'une société ouverte et inclusive, les droits de la nature, les droits des travailleurs, les droits aux revenus minimums, l'autodétermination des peuples dont les Premières Nations.

Rendre accessible la participation citoyenne à l'effort collectif d'entraide, de préservation et de régénération de la nature, de réorganisation démocratique des villes/MRC et des régions et d'une société bienveillante et solidaire afin d'assurer une réponse adaptée aux besoins de base de la population avec l'aide de la nature.

• Bâtir ensemble un État stratège pour le bien commun qui oriente et permet de réguler l'émergence et la croissance du marché de l'économie circulaire quartier par quartier, ville par ville et région par région. L'adoption de stratégies, de politiques, de lois et de règlements sur le bien commun avec pour ambition d'atteindre le même niveau de vie et de partager les richesses existantes afin d'éviter les conséquences sur l'environnement sur le climat incluant ainsi l'économie circulaire avec pour ambition 0 déchet, 0 GES, croissance des puits de carbone comme les forêts, les champs et les océans et 0 inégalités sociales.

• Réorganiser le Québec en régions et en ville/MRC de développement vraiment durable qui auraient la maîtrise des leviers de développement (éducation, R&D, transfert technologique, financement à l'innovation et à l'exportation, santé, etc.). Les frontières de ces nouvelles régions correspondraient aux territoires d'influence des universités et des cégeps avec leurs centres de transfert technologique ainsi qu'aux zones de gestion intégrée des ressources en eau par bassins versants (région du Saguenay, région du Cœur du Québec, région du golfe Saint-Laurent, région de l'Outaouais, région de l'Abitibi, région de Sherbrooke, région de la ville de Montréal, région de la ville de Québec, représentants des Premières Nations).

• Bâtir une véritable décentralisation des programmes et services en donnant des pouvoirs d'initiatives aux plans local et régional (75% des budgets). Élection de ministres régionaux élus au suffrage universel. La création de conseils de quartiers ayant des pouvoirs décisionnels. Un Québec fort de ses régions qui détiendrait tous les leviers de développement durable pour un exercice de souveraineté de notre temps. Pour que le Québec transige et créer des alliances avec les pays qui développent l'économie circulaire et partagent nos ambitions.

Des mesures pour soutenir nos ambitions pour la suite du monde (des nécessités durables pour l'avenir)

Des changements au plan national

1. Bâtir ensemble une politique du climat et offrir les conditions aux acteurs pour s'engager dans les instances démocratiques afin de les faire vivre.

2. Créer des leviers de développement vraiment durable dont l'économie circulaire par un Québec maître de toutes les lois, les politiques, les programmes. Signer une entente avec le gouvernement canadien pour harmoniser les politiques d'économie circulaire dans le cycle du carbone.

3. Redistribuer les richesses et soutenir nos services publics pour le bien commun (pour ne pas être « laissés pour compte »). Adopter des lois et des mesures pour éliminer véritablement la pauvreté et permettre l'inclusion des personnes notamment celles ayant des limitations.

4. Mettre l'entreprise au cœur d'un réseau où les acteurs sont appelés à jouer le rôle de développement de l'économie circulaire (R&D, région, villes-MRC, consommateurs, professionnels, fonctionnaires et élus). Pour une responsabilité sociale des entreprises. Obliger les entreprises à calculer la trace carbone de leurs produits afin d'en informer les consommatrices et les consommateurs.

5. Positionner les citoyens et les scientifiques au cœur des décisions pour défendre les droits de la nature et des humains. Reconnaître les entreprises d'économie sociale de récupération et de traitement des déchets qui embauchent des faibles salariés, des personnes ayant des limites physiques et intellectuelles et en réinsertion comme le font les opératrices de l'économie circulaire.

6. Obliger les entreprises à augmenter la durée de vie à 40 ans des électroménagers, des appareils électroniques et informatiques et conserver d'une durée identique les pièces de rechange pour la réparation. Abolition de la taxe de vente sur les produits usagés et des produits du bois.

7. Transférer dans un fonds dédié aux régions de développement la totalité de l'impôt des opérateurs de l'économie circulaire (entreprises de récupération et de traitement des déchets) afin que ces revenus soient distribués équitablement aux régions de développement permettant ainsi de financer des projets d'économie circulaire.

8. Transférer aux villes/MRC une partie de l'impôt des particuliers afin qu'elles soient plus autonomes et démocratiques. Elles auraient un pouvoir d'imposition situé entre 3% et 5 %. Les revenus de cet impôt seraient dédiés aux investissements pour adapter les infrastructures aux conséquences des catastrophes climatiques.

9. Signer des ententes avec des alliances françaises pour adapter les programmes de francisation aux vocabulaires des entreprises d'ÉC de la récupération et de la séquestration du carbone.

10. Reconnaître et soutenir le rôle des artistes et de la culture dans leur mission de créateur de sens pour sensibiliser et mobiliser la population comme moteur de la civilisation démocratique et écologique. Conjuguer la pratique des arts et les pratiques écologiques.

11. Développer une nouvelle industrialisation des villes-MRC et des régions basées sur la recherche et le développement en économie circulaire, sur des entreprises possédant des technologies et procédés propres et sur le développement de coopératives de solidarité et d'économie sociale. Créer des régions productrices technologies et procédés propres afin notamment de les exporter principalement dans les pays émergents. Associer les CLSC et les écoles aux conseils de quartiers et aux villes/MRC et régions dans une approche globale, intégrée prenant en compte le cycle du carbone.

12. Transformer les écocentres en infrastructures d'économie circulaire. Généraliser le tri à la source. Miser sur les entreprises de récupération et de traitement des déchets, véritables opératrices de l'économie circulaire dans les quartiers, les villes et les régions.

13. Faire des centres de recherches et de développement le moteur de l'économie circulaire afin notamment de lever les verrous technologiques des déchets pour éviter de les détruire et de les exporter.

14. Positionner les savoirs ancestraux des Premières Nations dans une approche coordonnée de protection des territoires pour l'amour de la terre nourricière.

15. Soutenir davantage les organismes communautaires et les entreprises d'économie sociale qui sont au cœur du développement d'un système d'échange de dons et de mutualisation des biens et des services. Soutenir davantage les organismes communautaires et de défense des droits pour renforcer le tissu social et prendre en compte la parole des citoyens dans la prise de décision. Reconnaitre les groupes de citoyens pour la défense et la promotion des droits des composantes de la nature : les boisés, les milieux humides, les Bassins versants, la création d'un groupe pour défendre et mettre en valeur le fleuve Saint-Laurent et son golf. Effectuer de profonds changements culturels.

16. Faire appel au génie québécois pour décarboniser l'économie.

17. Réorganiser le système en changeant nos modes de vie pour un développement résolument durable en fondant nos relations sur le respect des humains et de la nature.

18. Créer une culture de l'imaginaire et des habitudes de création qui aide les communautés à faire face aux transformations de notre société et de notre monde en favorisant la pratique et l'accès des jeunes à la culture (par exemple: le théâtre, la danse, la peinture, la musique et les sports).

19. Produire la richesse en réduisant l'extraction des métaux et les émissions de CO2 par la récupération des déchets et par leur traitement afin de les remettre dans le circuit économique. Redonner la capacité à séquestrer le carbone par le phytoplancton, les poissons et la conservation des sédiments des océans. Augmenter la séquestration du carbone des forêts et des champs et par l'augmentation de l'utilisation du bois dans la construction des édifices et la croissance de la canopée (40%) dans les villes.

20. Adopter un modèle de production des ressources naturelles adapté au XXIe siècle en utilisant le modèle de l'industrie artère (polluante), de veine (dépolluante) et de finalisation (porteuse de nouvelles technologies et de nouveaux procédés) qui permet de maximiser les bénéfices pour la collectivité québécoise. Faire en sorte que l'État oriente la gestion des ressources naturelles en fonction du bien commun.

21. Utiliser comme mode de penser l'analyse du cycle de vie en calculant les GES émis de l'origine d'un produit à sa fin de vie.

22. Faire de la santé et de l'éducation des outils pour construire notre civilisation démocratique et écologique en adéquation avec notre idéal de justice sociale et d'égalité des chances. Agir sur les déterminants de la santé. Offrir des services éducatifs adaptés, intégrés, gratuits et de reconnaissance des acquis pour créer une société apprenante.

LE CADEAU D'ADIEU DE JOE BIDEN AUX ÉTATS-UNIS SERA LE FASCISME CHRÉTIEN

Par Christ Hedges,

Other News, 22 mars 2024

Le Parti démocrate avait une dernière chance de mettre en œuvre des réformes de type New Deal qui auraient pu nous sauver d'une nouvelle présidence Trump et du fascisme chrétien. Échec.

Joe Biden et le Parti démocrate ont rendu possible une présidence Trump une fois, et ils semblent prêts à la rendre à nouveau possible. Si Trump revient au pouvoir, ce ne sera pas à cause de l'ingérence russe , de la suppression des électeurs ou du fait que la classe ouvrière est pleine de fanatiques et de racistes incorrigibles. Ce sera parce que les démocrates sont aussi indifférents aux souffrances des Palestiniens de Gaza qu'aux immigrants, aux pauvres de nos centres urbains en ruine, à ceux qui sont poussés à la faillite à cause des factures médicales, des dettes de cartes de crédit et des hypothèques usuraires , les marginalisés, en particulier dans les zones rurales, par des vagues de licenciements massifs et les travailleurs, piégés dans la servitude de l'économie des petits boulots, avec son instabilité de l'emploi et ses salaires réduits.

Biden et les démocrates, ainsi que le Parti républicain, ont vidé les lois antitrust et déréglementé les banques et les entreprises, leur permettant ainsi de piller la nation. En 1982, ils ont soutenu une loi autorisant la manipulation d'actions par le biais de rachats massifs et de «récolte» d'entreprises par des sociétés de capital-investissement, conduisant à des licenciements massifs. Ils ont fait pression pour des accords commerciaux onéreux, notamment l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), la plus grande trahison de la classe ouvrière depuis la loi Taft-Hartley de 1947, qui a paralysé la syndicalisation. Ils ont été des partenaires à part entière dans la construction des vastes archipels du système pénitentiaire américain – le plus grand au monde – et dans la militarisation de la police en armées d'occupation internes. Enfin, Biden et les démocrates financent des guerres sans fin.

Les démocrates servent loyalement leurs maîtres du monde des affaires, sans lesquels la plupart, y compris Biden, n'auraient pas fait carrière en politique. C'est pourquoi ils ne tourneront pas le dos à ceux qui détruisent notre économie et notre démocratie. Les eaux grasses dans l'auge seraient épuisées. Prôner des réformes met en danger leurs fiefs de privilèges et de pouvoir. Ils se prennent pour les «capitaines du navire», écrit le journaliste syndical Hamilton Nolan, mais en réalité, « ce sont les vers mangeurs de bois qui dévorent le navire de l'intérieur jusqu'à ce qu'il coule ».

L'autoritarisme prospère sur le sol fertile d'un libéralisme en faillite. C'était vrai dans l'Allemagne de Weimar, c'était vrai dans l'ex-Yougoslavie et c'est encore vrai aujourd'hui. Les démocrates ont eu quatre ans pour mener des réformes à la manière du New Deal. Ils ont échoué. Maintenant, nous allons tous payer pour cela.

Un deuxième mandat de Trump ne ressemblera pas au premier. Cela mènera à la vengeance. Vengeance contre les institutions qui ont attaqué Trump : la presse, les tribunaux, les agences de renseignement, les républicains déloyaux, les artistes et intellectuels, la bureaucratie fédérale et le Parti démocrate.

Notre présidence impériale, si Trump revient au pouvoir, se transformera facilement en une dictature qui mutilera les pouvoirs judiciaire et législatif. Le plan visant à mettre fin à notre démocratie anémique est exposé dans le projet de 887 pages du «Mandat de leadership» de la Heritage Foundation.

La Heritage Foundation a dépensé 22 millions de dollars pour élaborer des propositions politiques, des listes d'embauche et des plans de transition dans le cadre du projet 2025 , visant à sauver Trump du chaos qui a ravagé son premier mandat. Trump accuse les « serpents », les « traîtres » et l'« État profond » d'avoir miné sa première administration.

Nos fascistes américains travailleurs, accrochés à la croix chrétienne et brandissant le drapeau, se mettront au travail dès le premier jour pour purger les agences fédérales des « serpents » et des « traîtres », adopter des valeurs « bibliques », réduire les impôts de la classe milliardaire, abolir l'Agence de protection de l'environnement, remplir les tribunaux et les agences fédérales d'idéologues et priver les travailleurs du peu de droits et de protections qui leur restent. La guerre et la sécurité intérieure, y compris la surveillance massive de la population, continueront d'être les principales activités de l'État. Ses autres fonctions, notamment celles axées sur les services sociaux, la sécurité sociale et la protection des personnes vulnérables, seront décaféinées.

Un capitalisme débridé et non réglementé, qui ne s'impose aucune limite, transforme tout, depuis les humains jusqu'à la nature, en marchandises qu'il exploite jusqu'à l'épuisement ou l'effondrement. Cela crée d'abord une économie mafieuse, comme l'écrit Karl Polanyi , puis un gouvernement mafieux. Les théoriciens politiques, dont Aristote, Karl Marx et Sheldon Wolin, avertissent que lorsque les oligarques prennent le pouvoir, les seules options qui restent sont la tyrannie ou la révolution.

Les démocrates savent que la classe ouvrière les a abandonnés. Et ils savent pourquoi. Le sondeur du Parti démocrate Mike Lux écrit :

«Contrairement à ce que supposent de nombreux experts, les problèmes des démocrates dans les municipalités ouvrières non métropolitaines sont bien plus dus à des problèmes économiques qu'à la guerre culturelle… Ces électeurs ne se soucieraient pas autant des différences culturelles et de la question des vagues de chaleur s'ils pensaient que les démocrates se souciaient davantage des défis économiques auxquels ils sont confrontés quotidiennement… Les électeurs que nous avons besoin de gagner dans ces municipalités ne sont pas fondamentalement de droite sur les questions sociales.

Mais les démocrates ne prendront pas leurs distances avec les entreprises et les milliardaires qui les maintiennent au pouvoir. Au lieu de cela, ils ont opté pour deux tactiques contre-productives : le mensonge et la peur.

Les démocrates expriment une fausse préoccupation pour les travailleurs victimes de licenciements massifs, tout en courtisant les chefs d'entreprise qui orchestrent ces licenciements avec de somptueux contrats gouvernementaux. Avec la même hypocrisie, ils expriment leur préoccupation pour les civils massacrés à Gaza tout en acheminant des milliards de dollars en armes vers Israël et en opposant leur veto aux résolutions de cessez-le-feu de l'ONU pour contrer le génocide .

Les Léopold, dans son livre Wall Street's War on Workers, rempli d'enquêtes et de données exhaustives, souligne que la dislocation économique et le désespoir sont la force motrice d'une classe ouvrière en colère, et non le racisme ou l'intolérance.

Dans ce livre, il explique la décision de Siemens de fermer son usine d'Olean, à New York, qui compte 530 emplois syndiqués avec des salaires décents. Alors que les démocrates ont déploré la fermeture, ils ont refusé de refuser à cette entreprise des contrats fédéraux visant à protéger les travailleurs de l'usine.

Ensuite, Biden a invité Barbara Humpton, PDG de Siemens USA, à la Maison Blanche pour la signature du projet de loi sur les infrastructures 2021. La photo de la signature montre Humpton debout au premier rang à côté du sénateur de New York Chuck Schumer.

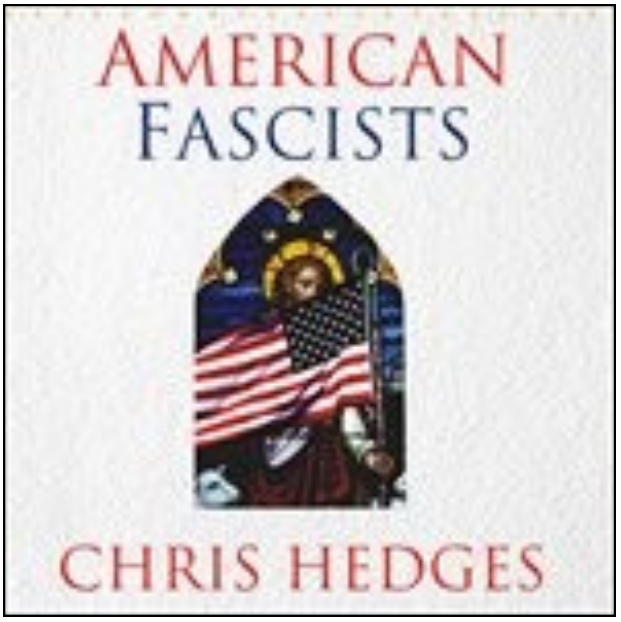
Au début du XXe siècle, le comté de Mingo a été l'épicentre d'une confrontation armée entre le syndicat des mineurs et les barons du charbon, avec leurs fier-à-bras embauchés par l'agence de détectives Baldwin-Felts. En 1912, ces hommes de main ont expulsé des grévistes des logements de l'entreprise et battu et abattu des syndicalistes jusqu'à ce que la milice d'État occupe les villes charbonnières et brise la grève. Le siège fédéral ne fut levé qu'en 1933 par l'administration Roosevelt. Le syndicat, qui avait été interdit, a ensuite été légalisé.

«Le comté de Mingo ne l'a pas oublié, du moins pendant longtemps», écrit Léopold. « En 1996 encore, avec plus de 3 200 mineurs de charbon actifs, le comté de Mingo a donné à Bill Clinton 69,7 % des voix. Mais tous les quatre ans par la suite, le soutien aux démocrates a diminué à chaque élection.

En 2020, Joe Biden n'a obtenu que 13,9 % des voix à Mingo, un déclin brutal dans un comté qui considérait autrefois le Parti démocrate comme son sauveur.

Des 3 300 emplois dans les mines de charbon du comté de Mingo, il ne restait plus en 2020 que 300 travailleurs, soit la plus grande perte d'emplois dans le secteur du charbon de tous les comtés du pays.

Les mensonges des politiciens démocrates ont fait bien plus de mal aux travailleurs et aux travailleuses que n'importe lequel des mensonges crachés par Trump.



Il y a eu au moins 30 millions de licenciements massifs depuis 1996, lorsque le Bureau of Labor Statistics a commencé à les suivre, selon l'Institut du travail. Les oligarques au pouvoir, non satisfaits des licenciements massifs et de la réduction de la main-d'œuvre syndiquée dans le secteur privé à un maigre 6 % , ont déposé des documents juridiques pour fermer le Conseil national des relations du travail (NLRB), l'agence fédérale qui supervise le respect des droits du travail. SpaceX d'Elon Musk, ainsi qu'Amazon, Starbucks et Trader Joe's, se sont tournés vers le NLRB - déjà privé de l'essentiel de son pouvoir d'imposer des amendes et de forcer les entreprises à se conformer aux règles - après avoir accusé Amazon, Starbucks et Trader Joe's d'enfreindre la loi en bloquant la syndicalisation. Le NLRB a accusé SpaceX d'avoir licencié illégalement huit travailleurs pour avoir critiqué Musk.

SpaceX, Amazon, Starbucks et Trader Joe's souhaitent que les tribunaux fédéraux annulent la loi nationale sur les relations de travail, vieille de 89 ans, afin d'empêcher les juges d'entendre des affaires intentées contre des entreprises pour violation du droit du travail.

La peur – la peur du retour de Trump et du fascisme chrétien – est la seule carte qui reste entre les mains des démocrates. Cela fonctionnera dans les enclaves urbaines libérales où les technocrates formés à l'université, qui font partie de l'économie mondialisée du savoir, sont occupés à réprimander et à diaboliser la classe ouvrière pour son ingratitude.

Les démocrates ont bêtement rejeté ces personnes « déplorables » en les qualifiant de cause politique perdue. Ce « précariat » (population précarisée), dit le mantra, n'est pas victime d'un système prédateur construit pour enrichir la classe milliardaire, mais de leur ignorance et de leurs échecs individuels. Mépriser les marginalisés dispense les démocrates de défendre une législation visant à protéger et à créer des emplois décents.

Mais la peur n'a aucun pouvoir dans les paysages urbains désindustrialisés et les friches abandonnées de l'Amérique rurale, où les familles doivent faire face, sans travail durable, à une crise des opioïdes , à des déserts alimentaires, à des faillites personnelles, à des expulsions, à des dettes écrasantes et à un profond désespoir.

Ils veulent la même chose que Trump. Vengeance. Qui peut leur en vouloir ?

Chris Hedges est un journaliste et auteur américain. Ancien correspondant de guerre, il est reconnu pour son analyse de la politique américaine ainsi que de celle du Moyen-Orient. Il a publié plusieurs livres, dont le plus connu est La guerre est une force qui nous octroie du sens. Wikipedia

Des nouvelles du CAPMO

Soirée mensuelle du 18 avril 2024 à 19 h

Projection du documentaire : Des immigrants… et des papillons

Sous-sol de l'église Saint-Roch, 560 rue Saint-Joseph Est à Québec

Événement Romero, 24 mars 2024, en collaboration avec le RATTMAQ

49 personnes et tous âges issues de nombreuses nationalités ont participé à l'événement

Merci au RATTMAQ et félicitation à Michel Pilon qui prend sa retraite.

Soirée mensuelle du 16 mai 2024, 18 h 30

Échange sur les réalités propres au quartier Saint-Roch

à travers nos principes, nos peurs et nos préjugés

Soirée animée par Émilie Leclerc, travailleuse de rue pour Engrenage St-Roch

2ème étage du 435 rue du roi à Québec

Assemblée générale printanière du Collectif TRAAQ

Aura lieu dans la grande salle du Centre Durocher

680 rue Raoul-Jobin, Québec

Mardi 9 avril 2024 de 13 h à 16 h

Grande manifestation pour le Jour de la Terre

Dimanche 21 avril à 13 h

Rassemblement sur Grande Allée, face au Musée des Beaux Arts

Plan de lutte à la pauvreté

Toujours en attente du plan de lutte du gouvernement Legault